

AARPI OLLIER & Associés

Association d'Avocats à Responsabilité Professionnelle Individuelle au Barreau de Marseille

SIRET 420 064 933 000 47

88 rue Grignan

13001 MARSEILLE

STATUTS MIS A JOUR

Suite à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 23 juillet 2025

- Article 4 (Siège social)

Certifié conforme par le cogérant.

DocuSigned by:
Jean-Michel Ollier
EE28CF9BCF234B3...

OLLIER & Associés
58, Rue Grignan 13001 MARSEILLE

**STATUTS D'ASSOCIATION D'AVOCATS A RESPONSABILITE
PROFESIONNELLE INDIVIDUELLE A JOUR AU 1^{ER} JANVIER 2013**

LES SOUSSIGNES :

Maître Jean-Michel OLLIER né le 2 janvier 1969 à MARSEILLE, de nationalité française, marié sous le régime de la séparation de biens à Madame Stéphanie AYRAUD, domicilié et demeurant à Marseille 58, Rue Grignan 13001, avocat au barreau de Marseille.

Maître Magali DEJARDIN née le 12 février 1971 à MARSEILLE, de nationalité française, domiciliée et demeurant à Marseille 58, Rue Grignan 13001, avocat au barreau de Marseille.

Maître Juliette HUA née le 9 septembre 1977 à STRASBOURG, de nationalité française, mariée sous le régime de la séparation de biens avec Monsieur Jérémie MENSION, domiciliée et demeurant à Marseille 58, Rue Grignan 13001, avocat au barreau de Marseille.

APRES QU'IL AIT ETE RAPPELE

Initialement, la présente convention a été conclue en date du 22 février 2010 entre Maître José ALLEGRI, Maître Jean-Michel OLLIER, Maître Juliette HUA et Maître Magali DEJARDIN.

Suite au départ d'un des associés au 31 décembre 2012, Maître José F. ALLEGRI, il a été prévu de modifier la convention destinée à régir les relations professionnelles entre les soussignés, modification concernant sa dénomination et la répartition des résultats.

Maître Jean-Michel OLLIER, Maître Juliette HUA et Maître Magali DEJARDIN ont arrêtés ainsi qu'il suit le contrat qui régira leur exercice professionnel en commun.

-60 ND
JH 1

TITRE I

FORME – OBJET – RAISON SOCIALE – SIEGE – DUREE

ARTICLE 1 – FORME

Il est formé entre les soussignés une Association à responsabilité professionnelle individuelle qui sera régie par les articles 7 et 8 de la loi du 31 décembre 1971, les articles 124 à 128 du Décret du 27 novembre 1991, ainsi que par les dispositions du Règlement Intérieur de l'Ordre des Avocat au Barreau de Marseille et par la présente convention.

Cette Association n'est pas dotée de la personnalité morale.

ARTICLE 2 – OBJET

La présente association a pour objet l'exercice en groupe par ses membres de leur profession d'avocat.

Chaque associé s'engage à consacrer à l'association l'intégralité de son activité professionnelle.

Cependant, chaque associé reste personnellement responsable vis-à-vis des clients de ses actes professionnels.

Chaque associé s'engage à n'accepter aucun dossier ou aucune clientèle en cas d'opposition d'intérêts avec un client de l'Association, de même en cas d'opposition d'un de ses associés.

Chaque associé demeure libre d'accepter ou de refuser un dossier ou une clientèle.

ARTICLE 3 – RAISON SOCIALE

La dénomination de l'Association est : « OLLIER & Associés ».

Dans tous les documents destinés aux tiers, la dénomination de l'Association devra être précédée ou suivie de la mention « Association d'Avocats à responsabilité professionnelle individuelle » ou des initiales « AARPI ».

Chacun des membres associés pourra utiliser la susdite dénomination sociale sur tout papier à entête, correspondance, document utilisés pour les besoins et dans l'exercice de son activité professionnelle, étant néanmoins précisé qu'en entête devra figurer nécessairement les coordonnées nominatives de chacun des soussignés associés membres de l'Association.

ND
2
JM

ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le lieu d'exercice de l'association est fixé au 88 rue Grignan - 13001 MARSEILLE

Ce lieu pourra être transféré en tout autre endroit à la majorité des deux tiers.

ARTICLE 5 – DUREE

La présente convention est conclue pour une durée de 10 ans venant à terme le 31 Décembre 2020.

Elle se renouvellera par tacite reconduction par période décennale, sauf avis unanime contraire.

Il pourra être mis fin par anticipation à la présente convention, aux conditions prévues ci-après.

ARTICLE 6 – OBLIGATION DES ASSOCIES ET MISE EN COMMUN

L'exercice de la profession d'avocat au sein de l'Association est régi par les dispositions de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971, du décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991 du règlement intérieur de l'Ordre des avocats de Marseille qui s'appliquent à tous les membres de l'Association lesquels ne pourront exercer la profession d'avocat en dehors de l'Association.

Chaque associé doit exercer son activité en se conformant strictement aux textes ci-dessus et aux principes essentiels de la profession d'avocat.

Il est tenu de respecter les décisions prises par l'Assemblée générale ou, le cas échéant, par le Comité de gestion, notamment en cas de conflits d'intérêts pour le choix du traitement de la clientèle et des dossiers. Il s'interdit de porter atteinte à l'image et au crédit de l'Association.

Il s'engage à faire ses meilleurs efforts pour le développement de l'Association et à consacrer à l'Association l'intégralité de ses activités professionnelles.

Les associés mettent en commun, au service de leurs clientèles respectives qu'ils déclarent bien connaître, leur activité, leurs connaissances, leur expérience, leur notoriété.

Les associés exploitent en commun tous les moyens nécessaires à l'exercice de la profession, étant bien précisé que chaque associé reste propriétaire du mobilier, du matériel, des agencements et de la clientèle qu'il possède à la date de la signature de la présente convention et ne confère à l'Association qu'un droit d'usage précaire sur l'ensemble de ces biens meubles.

Les associés précisent pour les besoins de la formalité d'enregistrement des présentes, qu'ils n'entendent pas valoriser ce droit d'usage précaire.

Jua ND
JH 3

ARTICLE 6 bis – RESPONSABILITE DES ASSOCIES

Chaque associé est tenu indéfiniment et conjointement avec ses coassociés des dettes de l'Association. La responsabilité conjointe s'entend par parts viriles.

Chaque membre de l'Association répond sur l'ensemble de son patrimoine des actes professionnels qu'il accomplit à l'égard de ses clients, sans préjudice des déclarations d'insaisissabilité de la résidence principale que les associés auront effectuées en vertu des dispositions des articles L. 526-1 et suivants du Code de commerce.

La mise en cause de la responsabilité professionnelle de l'un de ses membres n'engagera pas celle des autres membres de l'Association.

ARTICLE 7 - REPARTITION DE L'ACTIVITE ET CORRELATIVEMENT DES RESULTATS

Chaque associé membre aura la libre disposition, en commun et/ou en alternance, selon accord à intervenir, des moyens mis à la disposition commune des membres de l'Association afin de permettre par chacun des associés membres d'exercice normal de sa profession.

Dès lors chaque associé membre utilisera librement les locaux, installations, mobilier et matériel communs en veillant au respect des intérêts communs des membres de l'Association et en s'abstenant de tout fait susceptible de porter préjudice à ses confrères ou de les gêner dans leur activité professionnelle.

A l'effet de répondre à l'objectif de la présente Association, les associés décident de mettre en commun leurs honoraires ; par convention sont exclues de cette mise en commun toutes rémunération qui ne correspondraient pas à l'activité libérale d'un des associés en tant qu'Avocat (tel que notamment salaires, honoraires de conférence, activités de recherche ou autres de même type...)

La présente convention n'ayant pas pour objet d'entraîner la recherche d'un profit autre que celui provenant pour chacun des cocontractants de son activité professionnelle, cet objectif n'étant pas exclusif d'un système d'entraide confraternel corollaire de l'obligation d'assistance morale entre Avocats, dans cet esprit les soussignés sont convenus que les honoraires mis en commun, après paiement des charges communes définies à l'article suivant, seront répartis entre les associés dans les proportions suivantes :

- A Maître Jean-Michel OLLIER à concurrence de 50 %,
- A Maître Magali DEJARDIN à concurrence de 25 %,
- A Maître Juliette HUA à concurrence de 25 %.

Étant précisé que cette répartition pourra faire l'objet d'une révision, au terme de chaque période biennale, décidée à la majorité en assemblée générale.

Ceci dit, en cours d'année civile, l'Association versera à chaque associé un acompte mensuel à valoir sur la répartition des bénéfices de l'exercice en cours telle que définie ci-dessus.

JMO DD
JH 4

Les déficits de l'Association seront supportés par les associés dans les mêmes proportions que les profits.

ARTICLE 8 - CHARGES ET DEPENSES

Les charges communes seront supportées par l'ensemble des associés ; elles comprennent tous les frais nécessaires à l'exercice de la profession pour la gestion du Cabinet professionnel.

Sont considérées comme dépenses communes, bien que cette liste soit non limitative, et à ce titre prises en charge par l'Association et imputables sur la masse des honoraires mis en commun avant répartition :

- les loyers et charges locatives, impôts immobiliers, frais d'entretien et de réparation des locaux du mobilier et du matériel commun ;
- les primes d'assurance tant contre les risques locatifs que de responsabilité civile professionnelle ;
- les frais et honoraires pour tous travaux d'ordre comptable, fiscal ou autre concernant l'Association,
- les frais généraux tels que ceux de poste, de téléphone, d'eau, d'électricité, de chauffage, de climatisation ;
- les fournitures de bureaux et autres frais de papeterie ;
- les salaires et charges sociales ou fiscales concernant le personnel.

Toutes dépenses liées, directement ou indirectement, à l'acquisition d'immobilisations, y compris le cas échéant les sommes payées en vertu d'un contrat de crédit bail sont soumises à l'accord préalable de la majorité des associés, et corrélativement seront supportées entre associés dans un prorata identique à celui mentionné à l'article 7 relatif à la répartition des profits.

Pour l'application des présentes dispositions, il est précisé que les charges suivantes, en raison de leur caractère particulier et personnel, sont considérées comme incombant à chacun des associés, étant entendu que cette liste non limitative pourra être modifiée par les associés à l'unanimité à savoir :

- ensemble des cotisations obligatoires et facultatives aux régimes d'Assurance Maladie, Assurance Invalidité, et Assurance Vieillesse ;
- cotisations URSSAF ;
- cotisations aux divers organismes professionnels tels que Ordre des Avocats, C.N.B.F., etc. avec libre faculté pour chaque avocat de cotiser s'il l'entend personnellement et à ses seuls frais, à tel ou tel organisme ordinal ou professionnel ;

Ju 5 HD
JH

- taxes professionnelles ;
- cotisations facultatives à tout régime d'assurance de capitalisation ;
- frais de formation professionnelle et de congrès ;

S'agissant des frais de réception, parking, véhicule (hors frais kilométriques), les associés conviennent qu'un budget mensuel sera fixé pour chacun des associés par vote, à la majorité simple lors de l'assemblée générale ordinaire.

Toutefois, les frais de réception de clients et de déplacements professionnels seront supportés par la société, ne rentrant pas dans le cadre du forfait consenti à chaque associé.

Pour ce qui est plus particulièrement du personnel, celui mis au service commun des associés selon leurs besoins, est placé sous la direction et la responsabilité du ou des gérants de l'Association ; en cas de pluralité de gérants, et afin d'assurer une démarche logique et cohérente à l'égard du personnel, l'un des cogérants sera spécialement chargé de représenter l'Association à l'égard du personnel et de prendre toute décision nécessaire, sauf à en référer aux autres associés pour les questions présentant une importance particulière ou en cas de difficultés, notamment pour l'embauche ou le licenciement du personnel ainsi que pour déterminer les périodes de congés et les heures de présence à l'intérieur du Cabinet.

ARTICLE 9 - GERANCE

L'administration de l'Association est confiée à chacun des associés ; toutefois les associés peuvent désigner un ou plusieurs mandataires communs chargés de les représenter vis à vis des tiers, d'assurer la gestion du Cabinet ou de prendre les décisions nécessaires pour son fonctionnement. Les mandataires ainsi désignés ne recevront aucune rémunération en règlement de ces fonctions.

Pour les besoins des fonctionnements de l'Association, et pour permettre à cette dernière de faire face aux dépenses d'exploitation en commun du Cabinet, un ou plusieurs comptes bancaires peuvent être ouverts au nom de l'association sous la responsabilité conjointe et solidaire des associés soussignés ; ce ou ces comptes bancaires devront nécessairement fonctionner sous la double signature au moins de deux associés sur trois pour les dépenses supérieures à 5.000 €.

ARTICLE 10 - COMPTES SOCIAUX

Il est tenu sous la responsabilité de la gérance des écritures régulières à des opérations de l'Association ; chaque associé peut à tout moment prendre par lui-même connaissance des documents et registres, ou questionner l'Expert-comptable en charge de la comptabilité de l'Association.

ARTICLE 11 - ADMISSION

L'Assemblée générale pourra procéder à l'admission de nouveaux membres.

JW MD
6
JH

Les conditions de l'admission des nouveaux membres, comprenant notamment leur rémunération, leurs droits sur les réserves de l'Association et leur éventuelle obligation au passif, ainsi que les objectifs à réaliser, seront fixés par l'Assemblée générale au moment de leur admission à la majorité des deux tiers.

Chaque futur membre devra être, préalablement à son admission, informé de la situation financière de l'Association et avoir accès à toutes les informations susceptibles d'influer sur sa décision d'adhérer à l'Association.

ARTICLE 12 - EXCLUSION - RETRAIT

Un associé peut être exclu de l'Association, par décision de l'Assemblée générale, en cas de condamnation définitive à une peine d'interdiction temporaire supérieure à six (6) mois ou de radiation, prononcée conformément au règlement intérieur de l'Ordre des avocats, en cas de manquement grave ou renouvelé des obligations résultant de la présente convention ou d'atteinte à la réputation ou au crédit de l'Association.

Un associé peut être exclu de l'Association en cas d'insuffisance de sa contribution à l'Association, en particulier lorsqu'il n'atteint pas, de façon récurrente, les objectifs fixés avec lui lors de son entrée dans l'Association.

Tout associé pourra se retirer de l'Association six (6) mois après en avoir avisé le Comité de gestion par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 13 - INCAPACITE D'EXERCICE

En cas de maladie, ou autre circonstance indépendante de sa volonté, empêchant l'un des associés d'exercer normalement sa profession, les autres assureront son remplacement, sans indemnité et sans que les droits de celui-ci à la répartition des bénéfices soient modifiés pendant six mois, déduction faite des indemnités journalières et autres prestations versées à l'associé absent.

Si l'incapacité d'exercice d'un associé se prolonge au-delà de six mois, sans toutefois excéder deux ans, la part de bénéfices à laquelle il aurait eu droit sera réduite des trois quarts.

L'associé dont l'incapacité excède deux années devra demander son retrait de la société dans les, ou bien présenter pour agrément un cessionnaire de ses droits.

A défaut pour l'associé défaillant de faire connaître à la société son choix dans le mois qui suivra l'expiration des deux années d'incapacité, il sera réputé avoir demandé son retrait ;

L'associé à l'encontre duquel est prononcée une suspension provisoire d'exercer conserve, pendant la durée de sa suspension, sa qualité d'associé avec tous les droits et obligations qui en découlent ; toutefois, sa participation dans les bénéfices est réduite de moitié, l'autre moitié étant attribuée par parts égales aux administrateurs associés ou non ou, s'il n'est pas commis d'administrateur, à ceux des associés qui n'ont pas fait l'objet d'une suspension provisoire de leurs fonctions.

JH ND
JH 7

ARTICLE 14 - DECISIONS

Toutes les décisions, sauf dispositions expresses contraires prévues par la présente convention, seront prises à la majorité des 2/3 des membres de l'Association représentant au moins 75 % des parts de l'association.

En cas d'exclusion, il ne sera pas tenu compte de la voix de l'associé contre lequel une mesure d'exclusion est demandée.

ARTICLE 15 - ASSEMBLEE

L'Assemblée générale des associés est l'organe souverain de l'Association ; elle détermine la politique générale de l'Association, approuve les comptes de l'Association, nomme ou renouvelle les autres organes de l'Association, décide de l'admission des nouveaux membres et statue, le cas échéant, sur l'exclusion ou la réduction des droits d'un associé.

Les associés se réunissent chaque année au cours du premier trimestre pour approuver les comptes de l'exercice écoulé ; ils délibèrent à cette occasion notamment sur l'éventualité d'une transformation de l'Association en société de toute autre forme, société civile professionnelle ou société d'exercice libéral.

Tous les deux ans, l'assemblée devra notamment avoir à se prononcer sur la modification ou le maintien des taux de répartition des profits nets après paiement des charges communes tels que visés à l'article 7 ci-dessus.

ARTICLE 16 - DISSOLUTION - TERME DE L'ASSOCIATION

En cas de dissolution ou d'arrivée du terme de l'Association, les associés devront désigner un liquidateur pris ou non parmi eux pour procéder à la réalisation de l'actif commun, au paiement des dettes et au partage du solde disponible entre les associés.

Le liquidateur aura notamment pour mission de répartir les actifs mobiliers de l'Association et de régler toutes questions relatives aux honoraires.

A défaut d'accord entre les parties pour la désignation du liquidateur, celui-ci sera choisi par Monsieur le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats dépendant du lieu du siège social.

Les modalités prévues à l'article 12 seront applicables et il sera procédé comme en cas de retrait.

JH MD
8

ARTICLE 17 - ARBITRAGE

Tout différend né entre les signataires de la présente convention et relatif soit à sa conclusion soit à son interprétation ou à son exécution, soit plus généralement aux affaires communes, sera soumis à l'arbitrage de Monsieur le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du Barreau de MARSEILLE, conformément aux dispositions du Règlement Intérieur de ce dernier.

Fait à MARSEILLE

le 21/2/2012

en autant d'exemplaires que de soussignés plus un exemplaire pour le Conseil de l'Ordre et un autre pour l'enregistrement.

STATUTS

A JOUR AU 23 JUILLET 2025